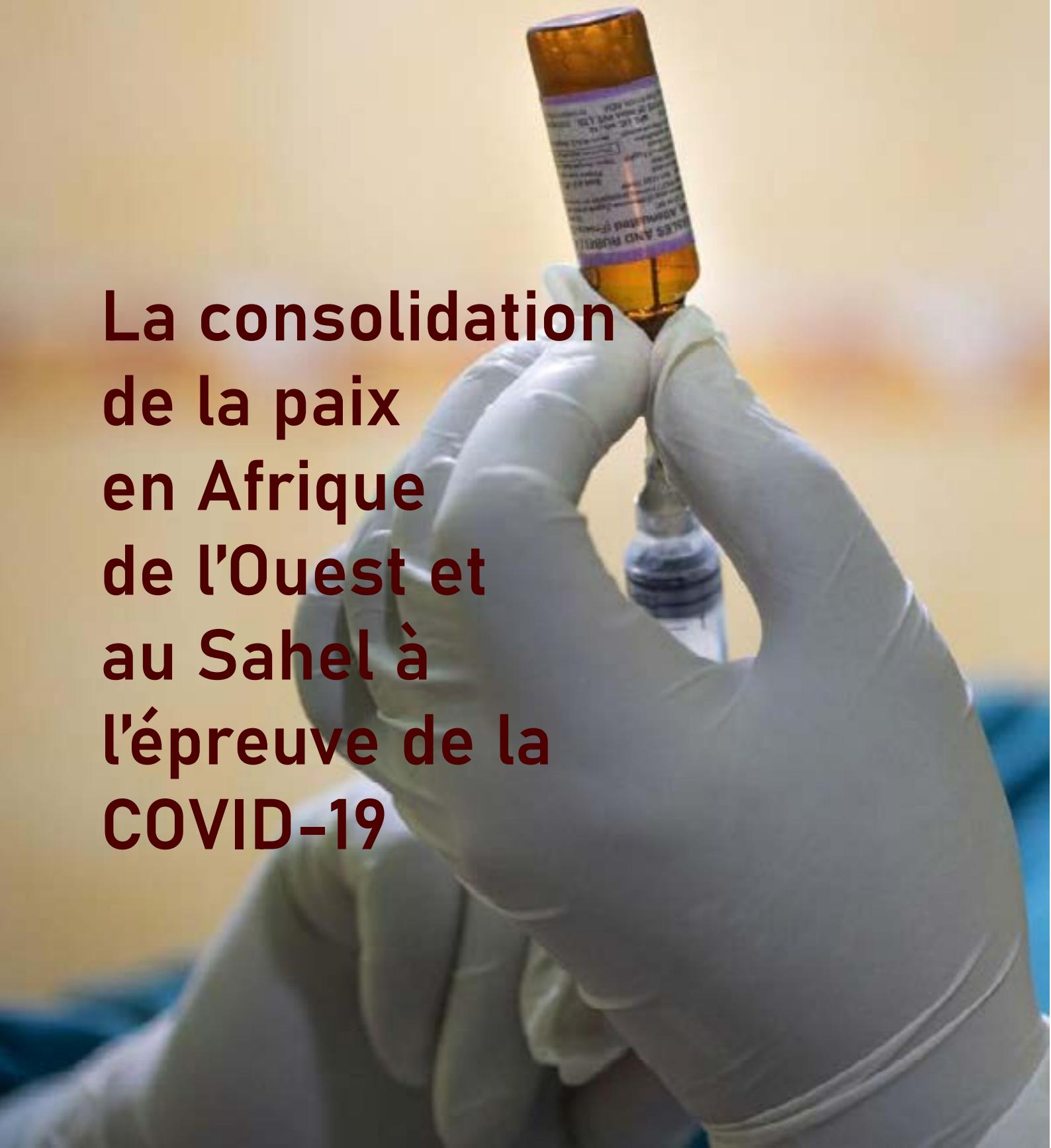




UNOWAS Magazine
Ensemble pour la paix
Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

La consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel à l'épreuve de la COVID-19



EDITO

Mohamed Ibn Chambas

Représentant spécial du Secrétaire général
et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique
de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)



Sans aucun doute, nous traversons une phase inédite de notre histoire.

L'irruption depuis plus d'une année de la pandémie du COVID-19 a eu -et continue d'avoir- des conséquences néfastes sur le monde entier.

Des vies ont été bouleversées, des économies ont été détruites, et une angoisse lancinante s'accentue au fur et à mesure que la pandémie, pernicieuse et omniprésente, poursuit sa marche macabre.

La mobilisation de la communauté internationale a apporté des réponses salutaires qui devront être renforcées pour mieux aider les pays et les populations dont les moyens sont limités alors qu'ils font déjà face à de multiples défis comme c'est le cas pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

En effet, la sous-région n'avait pas besoin de ce défi supplémentaire qui accentue les facteurs d'instabilité et sape les efforts des Etats pour améliorer les conditions de vie de leurs populations et atteindre les objectifs du développement durable.

Mais grâce au lancement des vaccins COVID-19, une nouvelle phase porteuse d'espoir s'ouvre devant nous.

Une phase qui exige de nous -tous- une vigilance accrue et une solidarité d'action.

Car, comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, : « en ce moment critique, l'équité des vaccins est le plus grand test moral auquel la communauté mondiale est confrontée. Nous devons faire en sorte que tout le monde, partout, puisse être vacciné le plus rapidement possible. »

La mobilisation affichée lors de la 58eme session ordinaire des Chefs d'état et de gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est tenue le 23 janvier dernier, démontre l'engagement des pays de la sous-région à agir avec solidarité et synergie dans leur lutte contre la pandémie tout en poursuivant leurs efforts de consolidation de la paix et de la démocratie à travers, notamment, la tenue des élections prévues dans divers pays, parfois dans des circonstances contraignantes.

Fidèle à son approche régionale, UNOWAS a intensifié ses activités de bons offices et ses échanges avec les partenaires régionaux afin de mieux les soutenir durant cette période difficile.

Nous devons rester vigilants et ne pas relâcher nos efforts car la pandémie, en plus du terrorisme ou encore les effets du changement climatique, demeurent malheureusement des défis importants pour les gouvernements et les peuples de la sous-région.

UNOWAS EN BREF

Le RSSG Ibn Chambas réitère le soutien de l'ONU au gouvernement et au peuple nigérien

Le Représentant spécial et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, a effectué, du 19 au 23 février, une mission de solidarité à Niamey, au Niger, où le deuxième tour de l'élection présidentielle a eu lieu le 21 février.

Au cours de sa mission, M. Ibn Chambas a rencontré le Président du Niger, Mahamadou Issoufou. Il l'a félicité pour son leadership dans le renforcement de la démocratie au Niger et a félicité la Commission électorale nationale indépendante pour l'organisation des élections, et le peuple nigérien pour sa participation pacifique.

[Cliquez ici pour en savoir plus](#)



Comité Directeur de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel

La onzième réunion du Comité directeur de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) et du Plan d'appui des Nations Unies s'est tenue du 8 au 9 février 2021. L'objectif de cette réunion était de fournir une orientation stratégique et des conseils pour une mise en œuvre efficace de la SINUS.

[Pour plus d'informations, visitez le site spécialement dédié à la SINUS.](#)

Des groupes de femmes évaluent la mise en œuvre de la Résolution 1325 en Afrique de l'Ouest

Le 12 février, le Représentant spécial Mohamed Ibn Chambas, a présidé une journée portes ouvertes régionale sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité. Plus de 100 femmes et jeunes leaders de la région, y compris des zones rurales, ainsi que des acteurs d'organisations de la société civile et

des représentants d'organisations régionales, ont participé à l'événement virtuel. Le but de la réunion était d'évaluer le niveau de sensibilisation et de mise en œuvre de la résolution 1325 et d'identifier les moyens de renforcer les activités au niveau communautaire.

[Cliquez ici pour en savoir plus](#)

Moussa Faki Mahamat et Mohamed Ibn Chambas visitent la Sierra Leone et le Cabo Verde

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, et le Président de la Commission de l'Union Africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, se sont rendus, les 25 et 26 janvier 2021, en Sierra Leone et au Cabo Verde.

Ils se sont réjouis de l'engagement continu des deux pays en faveur de la paix et la démocratie, plus spécialement des progrès accomplis dans l'élargissement de l'espace de participation des femmes dans toutes les sphères de la société et de la gouvernance.

[Cliquez ici pour en savoir plus](#)



Interview de M. Mohamed Ibn Chambas, sur le travail de la CMNC

En 2020, l'IBRU a décerné le troisième prix annuel Ray Milefsky à la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CMNC, chargée d'appliquer l'arrêt de la Cour Internationale de justice (CIJ) de 2002 portant sur les frontières terrestres et maritimes des deux États. IBRU a interviewé Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et Président du CMNC.

[Cliquez ici pour en savoir plus](#)

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies appelle à soutenir l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Le 11 janvier 2021, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a informé par vidéoconférence les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) des activités menées par son bureau, et a donné un aperçu des développements et des tendances en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel continuent de souffrir de multiples défis, notamment ceux déclenchés par la pandémie Covid-19, qui plongent la plupart des pays de la région dans la récession et les conduisent à se détourner des ressources d'investissements productifs et de la lutte contre l'insécurité. "Maintenant que nous sommes confrontés à une deuxième vague de la pandémie, et soulagés que des vaccins sont distribués, il est très important que nous collaborions pour appliquer les nombreux enseignements tirés en termes d'amélioration de la gouvernance et de fourniture de services essentiels pour que les sociétés en sortent plus compétentes, plus sûres et plus résistantes", a déclaré le représentant spécial aux membres du Conseil de sécurité des Nations unies, ajoutant que "nulle part cette résistance n'a été aussi durement éprouvée que dans le Sahel, où un climat de plus en plus instable a entraîné des inondations massives, touchant plus de 7 millions de personnes et a entraîné la destruction des maisons et des moyens de subsistance".

Calendrier électoral respecté

Mais malgré la pandémie COVID-19, le calendrier électoral a été respecté et les scrutins se sont globalement bien déroulés. "Les organes d'administration des élections ont fait preuve d'une capacité technique impressionnante pour organiser et conduire cinq élections présidentielles, trois législatives et deux locales en Afrique de l'Ouest", a déclaré Mohamed Ibn Chambas. Il a en outre noté que de plus en plus, les élections sont financées exclusivement par les budgets nationaux.

Œuvrer pour un accès équitable au niveau mondial aux vaccins
COVID-19





Au cours de son exposé au Conseil de sécurité des Nations Unies, le Représentant spécial a souligné les progrès significatifs réalisés dans le domaine de la participation des femmes et des jeunes, de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. "Je suis encouragé par le fait que des plans d'action sont maintenant en place dans 14 des 16 pays de la région et je suis heureux que ce Conseil accorde la plus grande attention à cette question. L'éducation des filles reste un levier essentiel pour le développement. La volonté politique et les ressources nécessaires à la mise en œuvre des différents instruments, en particulier l'éducation des filles, doivent rester une priorité", a-t-il souligné.

Le Représentant spécial a réitéré l'engagement de l'UNOWAS à continuer d'accompagner les acteurs nationaux et régionaux dans leurs efforts pour renforcer la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Pour sa part, le CSNU a souligné l'importance de s'attaquer aux conditions qui nourrissent la propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ainsi que la nécessité de maintenir une approche globale pour traiter les causes de la violence intercommunautaire dans la région.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a salué l'initiative de l'Union Africaine visant à déployer une force dirigée au Sahel. Le Conseil a souligné la nécessité d'aligner les efforts en matière de sécurité sur les objectifs politiques et de promouvoir le rétablissement de la sécurité civile, entre autres initiatives.

Soutien à la sous-région

À cet égard, le Représentant de l'Irlande du Nord, Président du Conseil de sécurité des Nations unies pour le mois de février, a publié une déclaration présidentielle (S/PRST/2021/3), demandant au Secrétaire général d'étudier la faisabilité d'un projet civil conjoint entre le Bureau des Nations unies

Des progrès significatifs ont été accomplis sur les questions des femmes et jeunes, paix et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.



**malgré la
pandémie
COVID-19,
le calendrier
électoral a été
respecté et les
scrutins se sont
globalement
bien déroulés.**

pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et des organisations régionales, telles que le G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine, dans le but d'endiguer et de prévenir la violence intercommunautaire. Le CSNU a également demandé au Secrétaire général d'inclure dans son prochain rapport de l'UNOWAS des recommandations comportant des options viables pour la mise en place d'un tel projet, et à son Représentant spécial de tenir l'organe de 15 membres au courant de ces recommandations lors de sa prochaine réunion d'information.

En ce qui concerne le rôle des femmes, le Conseil de sécurité des Nations unies a salué les efforts déployés par les pays pour faire progresser la participation des femmes aux processus politiques, et s'est félicité du leadership actif des femmes dans les récents processus électoraux au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée et au Niger, ainsi que de la nomination d'une nouvelle femme Premier ministre au Togo et de la proportion de femmes dans le nouveau cabinet du Liberia.

Soulignant les effets néfastes du changement climatique, et des risques naturels sur la stabilité de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, le Conseil de sécurité des Nations unies a insisté sur la nécessité de mettre en place des stratégies à long terme, fondées sur des évaluations complètes des risques par les gouvernements et les Nations unies, pour soutenir la stabilisation.

Faisant écho aux préoccupations exprimées par le représentant spécial, Mohamed Ibn Chambas, concernant les répercussions humanitaires, socio-économiques, politiques et sécuritaires de la COVID-19, en particulier de sa deuxième vague, sur les pays de la sous-région, le CSNU a appelé à la poursuite du soutien des pays d'Afrique de l'Ouest afin de garantir une réponse globale, notamment un accès équitable et abordable aux vaccins.

Sur le même sujet :

Rapport du SG sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



Déclaration du Président du Conseil de Sécurité



Afrique de l'Ouest et Sahel - Conseil de Sécurité / Présentation du RSSG Ibn Chambas



Le SG appelle à une action rapide pour éviter le monde des « qui ont et qui n'ont pas de vaccin »



Autres articles dans ce numéro :

- [La consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel à l'épreuve de la COVID-19](#)
- [La CEDEAO et UNOWAS réaffirment leur engagement à consolider la paix et la stabilité et à lutter contre la pandémie de la COVID-19](#)
- [Après la fermeture du BINUGBIS, UNOWAS et ses partenaires continueront à soutenir la Guinée-Bissau](#)
- [Entretien avec Rosine Sori-Coulibaly: « En Guinée-Bissau, si les gens se mettent ensemble, ils peuvent résolument avancer sur le chemin du développement »](#)
- [L'Union du Fleuve Mano \(UFM\) et UNOWAS réaffirment leur engagement à soutenir les pays de la sous-région](#)
- [Entretien avec Andrea ORI, Représentant du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies](#)

La CEDEAO et UNOWAS réaffirment leur engagement à consolider la paix et la stabilité et à lutter contre la pandémie de la COVID-19

Lors de la 58eme session ordinaire des Chefs et de gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est tenue, par vidéoconférence, le 23 janvier 2021, le Représentant spécial du Secrétaire-général des Nations Unies, Mohamed ibn Chambas, a renouvelé l'engagement et le soutien des Nations Unies, notamment dans la lutte contre la pandémie du COVID-19.



Sur le même sujet :

[Discours par Mohamed Ibn Chambas à la 58e session ordinaire des Chefs et de gouvernement de la CEDEAO](#)

« Nous devons rester vigilants et ne pas relâcher nos efforts parce que la pandémie est encore là et bien là. J'encourage vivement la mise en œuvre coordonnée des protocoles COVID-19, et des décisions correspondantes, y compris en ce qui concerne les frontières terrestres, tout en appliquant les mesures de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à cet égard. »



Une approche coordonnée contre le COVID-19

Alors que plusieurs pays de la sous-région font face à une deuxième vague de la COVID-19, ce message de vigilance et d'encouragement du Représentant du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed ibn Chambas, a trouvé bon écho auprès des 15 chefs d'Etat de la sous-région avec l'adoption du Protocole harmonisé de la CEDEAO, relatif à la circulation transfrontalière des personnes et des biens pendant la pandémie. Ils ont également adopté une approche d'achat groupé des vaccins anti-COVID et instruit la Commission de la CEDEAO à mettre en place « un Fonds renouvelable pour les vaccins qui servira à garantir la disponibilité des vaccins anti-COVID dans la région, par un approvisionnement commun à court terme et une fabrication régionale à moyen et long terme. »

[Communiqué Final de la 58e session ordinaire des Chefs et de gouvernement de la CEDEAO](#)



Ce sont donc 240 millions de doses de vaccins qui seront achetées à travers des démarches directes et collaboratives auprès des fabricants, des partenaires et des gouvernements étrangers amis qui pourraient être disposés à vendre des doses supplémentaires qu'ils auraient préalablement acquises. Les campagnes de vaccination pourraient commencer au plus tard à la fin du mois de juin 2021, comme instruit par les chefs d'Etat.

Paix et stabilité

Concernant un autre sujet crucial, les Etats membres ont réaffirmé leur attachement à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité, conditions préalables à l'intégration et au développement économiques de la sous- région, et se sont félicités de la bonne tenue générale des élections présidentielles au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée et au Niger tout en pointant la nécessité de résoudre les désaccords et les tensions. De son côté, M. Ibn Chambas a rappelé que « bien que ces élections aient généralement été menées avec succès, les désaccords et les tensions, qui ont parfois conduit à des violences et des pertes en vies humaines, ont caractérisé certains processus électoraux. Cela démontre que les élections continuent d'être une source de conflit principalement en raison de l'absence de consensus dans la résolution des questions litigieuses ».

Le Représentant spécial a en outre souligné l'importance de prioriser le dialogue afin de résoudre les différends politiques et de parvenir à un consensus et d'assurer une gouvernance inclusive. « Alors que plusieurs autres pays se préparent à diverses élections dans les mois à venir, notamment des élections présidentielles au Bénin et au Niger (second tour), des élections législatives au Cabo Verde et en Côte d'Ivoire, et un référendum constitutionnel en Gambie, les Nations Unies, en étroite collaboration avec la CEDEAO et d'autres partenaires, continueront de soutenir les efforts de ces pays pour faire en sorte que ces scrutins contribuent à la consolidation de la démocratie dans la région », a déclaré M. Ibn Chambas.

Concernant la Gambie, les chefs d'Etat ont appelé « les autorités compétentes à maintenir le dialogue en vue de l'adoption dans le temps de la Constitution et du respect du calendrier électoral. » Ils ont aussi exprimé leur préoccupation sur les tensions naissantes entre les acteurs politiques, en Guinée Bissau, « autour de la révision prévue de la Constitution et les ont exhortés à forger un consensus sur le projet de révision constitutionnelle. Tout en rappelant à tous les acteurs la longue crise politico-institutionnelle qu'a connue le pays et en les invitant à œuvrer pour la stabilité du pays. »

Les Nations Unies ont encouragé la CEDEAO « à accélérer la mise en œuvre de son plan d'action 2020-2024 pour l'éradication du terrorisme dans la sous-région. » « Nous encourageons notamment le renforcement de la coordination entre ce plan, la stratégie régionale pour la stabilisation du bassin du lac Tchad et la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), pour assurer une approche globale et une stabilisation à long terme, » a déclaré le Représentant spécial.

Autres articles dans ce numéro :

- [La consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel à l'épreuve de la COVID-19](#)
- [Le Conseil de Sécurité des Nations Unies appelle à soutenir l'Afrique de l'Ouest et le Sahel](#)
- [Après la fermeture du BINUGBIS, UNOWAS, en collaboration avec le système des Nations Unies et d'autres partenaires, continuera d'appuyer la consolidation de la paix en Guinée-Bissau](#)
- [Entretien avec Rosine Sori-Coulibaly: « En Guinée-Bissau, si les gens se mettent ensemble, ils peuvent résolument avancer sur le chemin du développement »](#)
- [L'Union du Fleuve Mano \(UFM\) et UNOWAS réaffirment leur engagement à soutenir les pays de la sous-région](#)
- [Entretien avec Andrea ORI, Représentant du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies](#)



Après la fermeture du BINUGBIS, UNOWAS, en collaboration avec le système des Nations Unies et d'autres partenaires, continuera d'appuyer la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

La fermeture du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), le 31 décembre 2020 a marqué la fin de 22 ans de mission politique spéciale des Nations Unies en Guinée-Bissau. À travers la mise en œuvre à de mandats successifs, les Nations Unies ont apporté une contribution significative à la promotion et à la consolidation du dialogue politique, au soutien du processus de réconciliation nationale, à la promotion et à la protection des droits de l'homme, à la promotion de l'égalité des sexes, au soutien de la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée et à l'appui au renforcement de l'État de droit et des réformes de l'État.

Depuis son accession à l'indépendance en 1974, la Guinée-Bissau, a été en proie à une instabilité politique chronique. Afin d'aider ce pays considéré comme l'un des pays les plus pauvres du monde, la communauté internationale, et à sa tête les Nations Unies, ont apporté diverses formes d'assistance et de coopération visant à mettre en place des institutions démocratiques stables, et à atteindre une plus grande prospérité économique.

C'est dans ce sens qu'à la suite du conflit armé du 7 juin 1998, le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), dans sa Résolution 1233 (1999) du 6 avril 1999, a décidé l'établissement de la Mission des Nations Unies en Guinée-Bissau (ONUGBIS), qui sera élargie et intégrée à l'Équipe pays des Nations Unies en 2008, sur recommandation du Secrétaire général d'alors, Ban Ki Moon, et rebaptisée Bureau intégré de consolidation de la paix des Nations Unies en Guinée-Bissau (BINUGBIS).

Mission accomplie

A travers des mandats successifs mis en œuvre durant plus de deux décennies, les Nations Unies ont apporté une contribution significative à la promotion et la consolidation du dialogue politique, le soutien au processus de réconciliation nationale, la promotion et la protection des droits de l'homme, la promotion de l'égalité des sexes, le soutien à la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée, et le soutien au renforcement de l'État de droit et des réformes de l'État.



**22 ans de
loyaux services
au profit du
peuple bissau-
guinéen**

La fermeture du BINUGBIS fait suite à une mission d'évaluation stratégique en 2018, demandée par le CSNU qui a recommandé l'arrêt progressif des activités et la fermeture de la mission dans le cadre d'une transition. Au regard de la situation, il avait été recommandé une empreinte politique plus légère des Nations Unies dans le pays, tout en mettant davantage l'accent sur le développement économique et social. Le Conseil de sécurité a donné son accord et a demandé, en coordination avec les autorités du pays, la mise en place d'une reconfiguration de la présence des Nations Unies en Guinée-Bissau dans sa résolution 2458 (2019), confirmée par la résolution 2512 (2020).

Les autorités bissau-guinéennes, les Nations Unies et leurs partenaires ont reconnu le succès de la mission politique, BINUGBIS. En témoigne aujourd'hui « l'absence de violence, la tenue d'élections libres, l'utilisation des voies légales pour résoudre les conflits politiques, une plus grande participation des femmes et des jeunes aux processus politiques, le renforcement de la lutte contre le trafic de drogue, et enfin, les progrès remarquables accomplis dans la surveillance nationale des droits de l'homme. »

Dans une déclaration à la presse, le 31 décembre 2021, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a remercié le Gouvernement et le peuple de Guinée-Bissau pour leur solide partenariat avec le BINUGBIS et le Système des Nations Unies. Le chef de l'ONU a ensuite félicité tous les partenaires régionaux et internationaux pour leur engagement et leur contribution effectifs à la paix et à la stabilité en Guinée-Bissau. Le Secrétaire général a aussi exprimé sa profonde gratitude aux dirigeants et au personnel du Bureau pour leurs efforts inlassables et leur dévouement dans la mise en œuvre du mandat de la Mission, malgré l'environnement politique difficile.

Un nouveau chapitre

A la cérémonie de fermeture officielle du BINUGBIS, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en Guinée-Bissau, Rosine Sori-Coulibaly, a appelé à « une action concertée continue de toutes les parties prenantes nationales, avec le soutien de la communauté internationale, pour stabiliser le fragile système de gouvernance, assurer le bon fonctionnement des Institutions étatiques et faire face aux autres défis politiques et socio-économiques urgents. »

Aujourd'hui, un nouveau chapitre s'ouvre pour l'ONU en Guinée-Bissau, avec une empreinte politique plus légère et une plus grande importance accordée au développement économique et social. L'engagement de l'ONU restera aussi ferme. Le système des Nations Unies, par l'intermédiaire d'UNOWAS et de l'équipe pays, continuera d'accompagner le peuple et le gouvernement de la Guinée-Bissau dans leurs efforts pour parvenir à une paix et un développement durable. Pour UNOWAS, l'objectif principal sera de soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre intégrale des réformes décrites dans la feuille de route de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et dans l'Accord de Conakry, notamment par le biais des bons offices du Représentant spécial. Lors de la cérémonie de clôture du BINUGBIS, le Chef de l'UNOWAS, Mohamed Ibn Chambas, tout en rendant hommage à l'immense travail accompli par les équipes du BINUGBIS, a réaffirmé cet engagement. La promotion de processus inclusifs et participatifs et le renforcement de la représentation politique et des opportunités pour les femmes et les jeunes feront partie de ces efforts.

Autres articles dans ce numéro :

- [La consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel à l'épreuve de la COVID-19](#)
- [Le Conseil de Sécurité des Nations Unies appelle à soutenir l'Afrique de l'Ouest et le Sahel](#)
- [La CEDEAO et UNOWAS réaffirment leur engagement à consolider la paix et la stabilité et à lutter contre la pandémie de la COVID-19](#)
- [Entretien avec Rosine Sori-Coulibaly: « En Guinée-Bissau, si les gens se mettent ensemble, ils peuvent résolument avancer sur le chemin du développement »](#)
- [L'Union du Fleuve Mano \(UFM\) et UNOWAS réaffirment leur engagement à soutenir les pays de la sous-région](#)
- [Entretien avec Andrea ORI, Représentant du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies](#)



Rosine Sori-Coulibaly
Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Guinée-Bissau

Entretien avec Rosine Sori-Coulibaly

Mme Sori-Coulibaly est la dernière Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies qui a dirigé la mission de l'ONU en Guinée-Bissau jusqu'à sa fermeture à la fin de l'année dernière. Interview

**« En Guinée-Bissau,
si les gens se mettent
ensemble, ils peuvent
résolument avancer
sur le chemin du
développement »**

Mme Coulibaly, parlez-nous de la mission des Nations-Unies en Guinée-Bissau et quelle évaluation faites-vous de son travail

Au lendemain de la guerre civile en 1998, la CEDEAO et la CPLP ont essayé d'intervenir ensemble pour pacifier le pays pour le sortir de cette guerre. Il y a eu un appel qui a été fait au niveau des Nations Unies, ce qui a amené le Conseil de Sécurité des Nations Unies à décider d'envoyer une mission d'abord de maintien de la paix, une mission dont le mandat a évolué avec le temps.

Il y avait des assassinats, des crimes, des coups d'état à répétition, c'était un pays totalement en guerre et en destruction que les Nations Unies ont trouvé. Au bout de 20 ans, je peux dire qu'un chemin important qui a été parcouru. Nous ne sommes plus en guerre dans ce pays, les assassinats politiques ne sont plus en cours, les coups d'Etat qui se faisaient de façon répétée, nous espérons que c'en est terminé. Et il y a eu des élections qui ont pu être organisées, il y a eu un Chef d'Etat qui a pu terminer son mandat sans être assassiné ou sans qu'il n'y ait un coup d'état. Toute ces choses sont de grands acquis aujourd'hui.

Quelle a été le rôle principal de la mission des Nations Unies dans ce pays ?

Le rôle principal que les Nations Unies ont eu à jouer dans ce pays, c'est dans le cadre du dialogue entre les acteurs. Parce que lorsqu'il n'y avait pas de confiance entre les acteurs il est difficile de se mettre autour d'une table pour discuter. Il y a eu un certain nombre d'accords qui ont été signés entre les acteurs politiques mais il n'y a pas eu en réalité de respect des engagements pris. Et nous sommes contents de savoir que le dialogue est possible, si je veux prendre l'exemple des élections législatives qui se sont bien tenues avec un parlement en place. Il y a eu aussi l'élection présidentielle qui s'est tenue avec l'accompagnement de tous les partenaires et avec une grande mobilisation de la population qui a permis de mettre en place les institutions, et le Président de la République est en place.

Qu'en est-il de la lutte contre le trafic de drogue et de la promotion des droits de l'homme ?

Nous savons que ce pays, malheureusement, a cette réputation d'être une plaque tournante pour le trafic de drogue. Nous avons fait un renforcement institutionnel à travers la formation



des acteurs, à travers le partage des normes essentielles, à travers la mise en place d'outils de travail, d'instruments qui ont été éprouvés ailleurs. Grâce à cela, il y eu des saisies de drogue remarquables, des jugements qui ont été faits et qui vont rester dans l'histoire de ce pays.

Les Nations Unies ont investi massivement dans la promotion du respect des droits de l'homme. Actuellement nous n'avons pas d'institutions très fortes dans ce pays mais quand nous voyons les défenseurs de droits de l'homme travailler, nous sommes fiers d'avoir pu mettre en place un réseau de personnes au niveau des activistes des droits de l'homme, de la société civile. En effet, nous avons beaucoup travaillé avec les groupes de femmes, de jeunes, ce qui fait que nous avons une coalition de la société civile bien outillée pour continuer à défendre les valeurs pour lesquelles les Nations Unies se sont engagées dans ce pays.

La mission des Nations-Unies prend fin après 22 ans de présence en Guinée-Bissau. Quel est votre sentiment ?

Il y a du travail à faire, il y a des institutions qui demandent à être renforcées. Il y a un certain nombre de réformes importantes qui doivent être menées que ce soit au niveau du secteur de la sécurité, au niveau du dialogue et de la liberté d'expression, au niveau de l'expression démocratique à la base, parce qu'ici nous n'avons pas d'autorités locales légitimes élues et représentant les populations. Nous pensons que ce sont des travaux qu'il faut mener. Et Vous savez, rien n'est acquis pour toujours.

Actuellement, je pense qu'il y a encore du chemin à parcourir, c'est un peu le sentiment que j'ai. Mais j'ai surtout un sentiment d'espoir. Ce pays, si les gens se mettent ensemble, ils peuvent résolument avancer sur le chemin du développement. Et cela est possible.



Des Bissau-Guinéens, après leur vote aux élections législatives (UNIOGBIS)



**Actuellement,
nous n'avons
pas d'institutions
très fortes
dans ce pays
mais quand
nous voyons
les défenseurs
des droits
de l'homme
travailler, nous
sommes fiers
d'avoir pu
mettre en place
un réseau de
personnes
au niveau
des activistes
des droits de
l'homme...**

Célébration de la Journée Internationale de la paix à Bissau

L'Union du Fleuve Mano (UFM) et UNOWAS réaffirment leur engagement à soutenir les Etats membres de l'Union

Dans le cadre de leur partenariat régional continu, l'Union du Fleuve Mano (UFM) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ont tenu, les 13 et 14 janvier, une réunion de haut niveau à Dakar pour examiner leur plan de travail conjoint et renforcer leur partenariat.

La nature des défis auxquels sont confrontés les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel nécessite une coordination et une coopération soutenues entre UNOWAS et les organisations sous-régionales. Depuis sa création en 2002, UNOWAS a placé le partenariat régional au cœur de son action stratégique afin de mieux accompagner les pays de la sous-région dans leurs efforts pour relever les défis de plus en plus complexes, et consolider la paix et la démocratie.

À cette fin, une importante réunion de haut niveau entre UNOWAS et l'UFM s'est tenue à Dakar les 13 et 14 janvier derniers pour examiner le plan de travail conjoint (2020-2021), et évaluer son état de mise en œuvre, notamment dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 qui a affecté les pays de l'Union du Fleuve Mano.

La réunion de haut niveau a vu la participation de l'Ambassadeur Medina A. Wesseh, Secrétaire général de l'UFM ; M. Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, un représentant de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le représentant régional du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, les Coordonnateurs résidents des Nations Unies de la Guinée, de la Sierra Leone, du Libéria et de la Côte d'Ivoire, le Coordonnateur régional principal du Bureau de la coordination des activités de développement à Dakar, et les conseillers des Nations Unies pour la paix et le développement des États membres de l'UFM.

Sur le même sujet :

Réunion sur la Paix et la Sécurité dans l'Union du Fleuve Mano



Ambassadeur Medina A. Wesseh, Secrétaire générale de l'UFM, et Mohamed Ibn Chambas, RSSG pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



Ce fut pour les participants une bonne occasion pour discuter de diverses questions liées à la paix et à la sécurité, y compris les élections. À cet égard, tout en soulignant l'impact causé par la pandémie de la COVID-19 ils ont relevé l'importance des mesures prises par les pays concernés pour que le calendrier électoral prévu soit respecté, et ce malgré quelques graves actes de violence qui ont été enregistrés dans certains pays de l'UFM.

La réunion a également souligné l'importance du rôle de l'approche régionale conjointe impliquant la CEDEAO, l'UFM, les partenaires au développement et les Nations Unies, dans l'apaisement des tensions et la promotion de la réconciliation et de la cohésion sociale en tant que priorité dans la sous-région.

UNOWAS a placé le partenariat régional au cœur de son action stratégique afin de mieux accompagner les pays de la sous-région

Malgré le fait que la pandémie de la COVID-19 constitue une contrainte importante à la mise en œuvre du plan de travail conjoint UFM-UNOWAS, les deux organisations ont réitéré leur détermination à renforcer leur partenariat et ont convenu de réaliser une série d'actions concrètes et ciblées telles que le plaidoyer auprès des gouvernements des États membres pour la réouverture des frontières, tout en les aidant à freiner la propagation de la COVID-19 dans la sous-région ; favoriser la cohésion sociale dans les communautés frontalières en renforçant les capacités des unités conjointes de sécurité frontalière et de renforcement de la confiance (UCSFR) grâce à la formation et au développement des infrastructures ; renforcer la collaboration et le partage d'expériences entre les organes de gestion des élections dans les États membres de l'UFM en vue d'établir un solide réseau sous-régional ; créer une plateforme pour un plaidoyer accru sur les questions relatives aux droits de l'homme, les questions liées à l'autonomisation des femmes et des jeunes et la participation accrue des femmes à la gouvernance ; et la promotion du commerce transfrontalier ; évaluer la stratégie transfrontalière de l'UFM et développer un manuel de formation sur la gestion des frontières, entre autres.

Trois questions à ...



**Ambassadeur
Medina A. Wesseh,
Secrétaire Générale
de l'Union du Fleuve
Mano (UFM)**

Vous êtes secrétaire générale de l'Union du Fleuve Mano (UFM) depuis 2017, pouvez-vous nous en dire plus sur votre organisation ?

L'Union du Fleuve Mano, l'UFM, est une communauté de personnes de 4 pays, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Elle a commencé à être une union en 1973 et elle a été rejointe par la Guinée en 1980 et la Côte d'Ivoire en 2008. À ce jour, nous avons 4 pays membres.

C'est une magnifique mosaïque de près de 50 millions de personnes. Lorsque vous passez du Libéria à la Sierra Leone, vous ne remarquez pas la différence. Vous allez à la frontière entre la Guinée et la Sierra Leone, ou vous allez à Danane, Toulepleu, Côte d'Ivoire, c'est pareil. L'UFM est l'une des plus anciennes institutions des communautés économiques de la région et nos quatre États membres font partie intégrante de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Comme vous le savez peut-être, le mandat de l'UFM est de promouvoir la paix et assurer la stabilité régionale entre ses quatre États membres, conformément au 15ème protocole révisé sur la paix, la sécurité et la défense adopté par les chefs d'État en juin 2012 à Conakry, Guinée.

Le Secrétariat coordonne, rassemble, convoque et aide les États membres à mettre en œuvre leur plan d'action national. (...) En 2019, par exemple, nous sommes passés de l'ancienne stratégie décennale à un plan quinquennal.

L'Union du Fleuve Mano était une région intrinsèquement instable. Quels sont les défis auxquels vous faites face aujourd'hui et comment travaillez-vous avec les pays pour consolider la paix ?

Nous avons beaucoup de défis. Les pays de l'UFM ont connu au cours des deux dernières décennies de nombreux défis liés aux violences civiles et aux guerres, mais, grâce à la communauté internationale, en particulier au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ils ont parcouru un long chemin. C'est la raison pour laquelle nous travaillons avec UNOWAS pour voir comment nous pouvons davantage consolider la paix.

Le programme sur lequel nous travaillons actuellement avec UNOWAS est axé sur nos communautés frontalières car la porosité des frontières est un défi énorme. Entre les quatre pays, nous avons plus de deux cents points d'entrée informelles. Avec UNOWAS, nous sommes en train d'élaborer un cadre de coopération pour identifier les frontières qui posent problème, par exemple, avec la contrebande, la traite des êtres humains, le trafic de drogue. Nous avons

pu rassembler tout cela et mettre en place ce que nous appelons les unités conjointes de sécurité et de renforcement de la confiance aux frontières. Lorsqu'elles sont fonctionnelles, elles sont capables de résoudre les problèmes au niveau local car ces unités conjointes aux frontières sont composées de membres de l'armée, de la police, du renseignement, de la gendarmerie, de la douane, des chefs traditionnels, des leaders d'opinion, des femmes et des jeunes leaders. Et s'il y a des activités économiques spécifiques qui se déroulent dans ces régions, avec une entreprise industrielle, celles-ci aussi sont représentées.

Des témoignages ont montré que les conflits font partie de l'existence quotidienne des communautés mais qu'ils persistent, il s'agit d'utiliser les connaissances et les compétences locales. Ce que nous voulons faire, à l'avenir, c'est voir comment nous pouvons travailler avec UNOWAS, le système des Nations Unies dans son ensemble, pour adopter une approche holistique pour relever certains de ces défis que nous rencontrons dans nos communautés frontalières et voir quel type de moyens de subsistance alternatifs nous pouvons proposer aux habitants de ces zones afin qu'ils n'aient pas l'impression d'être délaissés parce qu'ils sont éloignés. Nous croyons qu'avec nos nouvelles perspectives, notre nouvelle introspection, et notre approche de la consolidation de la paix rapprocheront les populations du développement et notre action aura un sens dans leur vie.

Quelles sont vos principales réalisations et priorités ?

Je crois que l'équipe de l'UFM, au cours des deux dernières années, a pu relancer et réorganiser l'union. En 2019, nous avons eu une grande conférence à Freetown où nous avons invité des acteurs importants du secteur des énergies renouvelables et de la sécurité alimentaire. Comme vous le savez, l'énergie est l'un des déficits d'infrastructure et je crois que si nous avons l'intention de résoudre certains de ces problèmes, nous réussirons mieux dans la question de l'intégration. L'UFM a beaucoup évolué et nous avons pu présenter une proposition à la Banque Africaine de Développement qui touche quatre domaines : le transport, l'énergie, l'agriculture et le centre d'excellence.

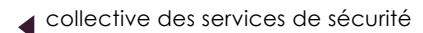
Je pense que nous faisons de sérieux progrès et nous attendons avec intérêt de collaborer avec le système des Nations Unies. Nous avons signé un protocole d'entente avec le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD) pour pouvoir porter le développement aux populations. Pour que les gens voient l'impact de certaines de ces institutions dans leur vie. C'est ce qui rend l'UFM particulière et différente ! parce que nous portons la voix des communautés locales à nos chefs d'État et la ramenons au peuple.

Autres articles dans ce numéro :

- [La consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel à l'épreuve de la COVID-19](#)
- [Le Conseil de Sécurité des Nations Unies appelle à soutenir l'Afrique de l'Ouest et le Sahel](#)
- [La CEDEAO et UNOWAS reaffirment leur attachement à la promotion de la paix et de la stabilité et à la lutte contre la COVID-19](#)
- [Après la fermeture du BINUGBIS, UNOWAS, en collaboration avec le système des Nations Unies et d'autres partenaires, continuera d'appuyer la consolidation de la paix en Guinée-Bissau](#)
- [Entretien avec Rosine Sori-Coulibaly: « En Guinée-Bissau, si les gens se mettent ensemble, ils peuvent résolument avancer sur le chemin du développement »](#)
- [Entretien avec Andrea ORI, Représentant du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies](#)



Dans la région de l'Union du fleuve Mano, la porosité des frontières est énorme. L'autonomisation des communautés locales peut accroître la surveillance collective des services de sécurité



Entretien avec Andrea ORI

Andrea ORI est le Représentant du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, une agence des Nations Unies chargée de la protection et de la promotion des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest. UNOWAS Magazine a voulu en savoir plus sur sa perspective et le rôle de son bureau. Interview.



Andrea ORI,
Représentant du Bureau
Régional pour l'Afrique
de l'Ouest du Haut-
Commissariat des Nations
Unies

Vous êtes le directeur régional du Bureau régional de la Commission des droits de l'homme des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (WARO), pouvez-vous nous en dire plus sur le rôle de votre bureau ?

Le Bureau régional de la Commission des droits de l'homme des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (BRAO), créé en 2008, est la principale agence des Nations unies chargée de la protection et de la promotion des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest. Le bureau a consolidé son expertise et son savoir-faire dans le domaine de la promotion, de la protection et de l'intégration des droits de l'homme dans les programmes et activités des Nations unies. Les perspectives et les questions relatives aux droits de l'homme ont été formulées grâce à un partenariat consolidé avec les agences et les fonds des Nations unies, aux niveaux national et régional. Sur le plan stratégique, le rôle du bureau fait partie de la réponse, plus large, que la communauté internationale et les Nations unies ont élaboré pour répondre aux défis régionaux auxquels sont confrontés les pays d'Afrique de l'Ouest. BRAO et ses partenaires ont mis en place de nouveaux mécanismes et adopté de nouvelles politiques pour agir sur la nature transfrontalière de nombreuses préoccupations politiques, sécuritaires, humanitaires, environnementales et technologiques, ainsi que sur les droits de l'homme. Cela va guider le travail du bureau régional avec la communauté internationale pour l'année prochaine.

Une tâche qui n'est pas facile compte tenu de la multiplicité des défis, notamment avec la menace permanente de la pandémie de coronavirus ?

La sous-région de l'Afrique de l'Ouest comprend 15 États, avec une population de près de 400 millions de personnes sur une superficie d'environ 5 millions de km². Les changements les plus considérables survenus dans la région au cours des quatre dernières années concernent les transitions démocratiques, principalement au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et en Gambie. Malgré certains progrès dans l'espace démocratique dans ces pays, l'année dernière, il y a eu quelques régressions sur le plan humanitaire et sur celui de la paix et de la sécurité au Burkina Faso, avec des conséquences possibles sur les pays côtiers tels que le Togo, le Bénin et la Côte d'Ivoire. En outre, les pays d'Afrique de l'Ouest continuent de faire face à des défis liés aux besoins économiques, sociaux et au changement climatique. L'impact négatif de la pandémie de la COVID 19 sur les économies de la région érode les progrès réalisés pour améliorer les droits économiques, sociaux et culturels, la justice transitionnelle, l'impunité, l'inégalité ainsi que le changement climatique.

Vous avez dit à juste titre : "que l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 sur les économies de la région érode les progrès réalisés pour améliorer droits économiques, sociaux et culturels, la justice transitionnelle, l'impunité, l'inégalité ainsi que le changement climatique". Pouvez-vous nous en dire plus sur ce qui a été réalisé dans ce domaine- et quel est le soutien concret de votre bureau ?

La région a connu quelques progrès en matière du genre et de la participation égale des hommes et des femmes dans les organes politiques, décisionnels et législatifs, ainsi qu'aux postes clés de l'État dans toute la sous-région. En février 2017, les ministres de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont adopté quatre documents clés pour faire progresser l'intégration du genre et l'inclusion des femmes dans les processus politiques, de paix et de sécurité. Cependant, les femmes continuent d'être confrontées à la discrimination, et la violence sexiste est encore très répandue, ce qui explique l'adoption, le mois dernier, par les chefs d'État et de gouvernement de la région d'une Déclaration sur la tolérance zéro à l'égard de la violence sexuelle et sexiste et l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles en tout temps et en toutes circonstances au sein de la région de la CEDEAO.

En termes d'action concrète, au niveau régional, BRAO a soutenu des initiatives visant à harmoniser la législation nationale avec les normes internationales des droits de l'homme, en particulier sur les droits des femmes et des personnes. Très peu de temps après le déclenchement de la pandémie sur le continent, notre bureau, qui préside le groupe thématique régional des Nations Unies sur le genre, a partagé des idées et des recommandations clées sur la manière dont le COVID 19 pourrait avoir un impact sur la situation des femmes et des minorités sexuelles afin d'éclairer la prise de décision à cet égard. Avec l'assistance technique de WARO, plusieurs législations nationales ont été réformées afin de se conformer aux instruments internationaux et régionaux ratifiés pour protéger les droits des femmes et promouvoir l'égalité des sexes. De nombreux États d'Afrique de l'Ouest sont signataires de conventions et de traités internationaux et régionaux.

La pandémie COVID 19 a une fois de plus remis en cause certains des progrès réalisés, en particulier, le caractère central de l'obtention de données précises sur cette question s'est avéré crucial. Pour répondre à ce besoin, WARO a développé un projet avec l'UNICEF et ONUFEMMES pour évaluer l'impact de la pandémie dans une perspective de genre dans plusieurs pays de la région tels que le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire ou le Sierra Leone. En 2021, le Bureau entend poursuivre ce travail et soutenir la réalisation d'enquêtes supplémentaires et d'analyses complémentaires destinées à soutenir la prise de décision de tous les acteurs.

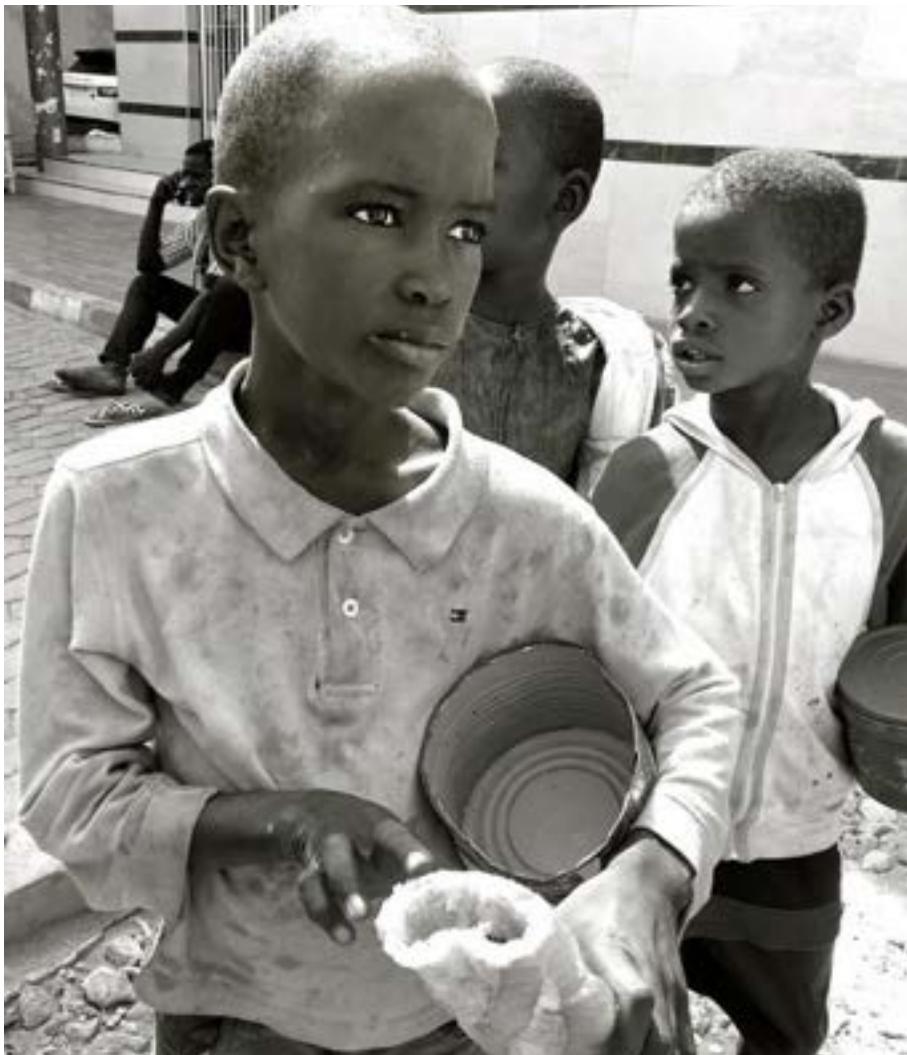
En 2021, l'accent sera mis sur la compréhension de la manière dont la pandémie a affecté leur travail et sur le soutien à la participation des femmes, en particulier des femmes défenseurs des droits de l'homme. En ce qui concerne les personnes qui ont déjà été victimes de violations généralisées et systématiques de leurs droits dans plusieurs pays, BRAO continuera à soutenir la documentation de leurs cas afin d'informer des plaidoyers innovants, de renforcer les capacités de leurs organisations, et de faciliter l'échange avec d'autres acteurs clés tels que les titulaires de mandat des procédures spéciales et les partenaires bilatéraux.



**L'impact
négatif de la
pandémie de
la COVID 19 sur
les économies
de la région
érode les
progrès réalisés
pour améliorer
les droits
économiques,
sociaux et
culturels,
la justice
transitionnelle,
l'impunité...**

Selon divers rapports, la situation des enfants dans la sous-région est également préoccupante. Quelle est votre évaluation et quelles sont les mesures prises par votre bureau pour résoudre ce problème ?

La situation des enfants dans la région reste préoccupante, car les mariages précoces, les diverses formes d'exploitation, y compris la mendicité forcée, le travail des enfants et les pratiques traditionnelles affectant leur santé continuent d'avoir lieu. En réponse, la CEDEAO a adopté en 2017 une stratégie pour la protection des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest.



Enfants Talibés dans les rues de Dakar (HRW)



La situation des enfants dans la région reste préoccupante, car les mariages précoces, les diverses formes d'exploitation, y compris la mendicité forcée, le travail des enfants et les pratiques traditionnelles affectant leur santé continuent d'avoir lieu.

Grâce à son soutien apporté aux gouvernements dans le renforcement des cadres juridiques et institutionnels nationaux relatifs aux droits de l'enfant, le bureau a pu se positionner comme un partenaire essentiel dans la promotion et la protection des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest. En ce sens, la mise en œuvre du Projet d'appui à la protection des enfants victimes de violations de leurs droits, soutenu financièrement par l'Agence italienne de coopération au développement, contribuera de manière significative à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. La pandémie du COVID 19 a mis en évidence le plaidoyer des enfants négligés, en particulier ceux qui vivent dans la rue ou dans des "daaras" (écoles dites coraniques qui les accueillent dans des conditions insalubres) sans aucune protection ni soins. C'est dans ce contexte que BRAO, en partenariat avec la CEDEAO, a proposé

aux gouvernements de six pays soutenus par le projet (Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger et Sénégal). WARO a soutenu la prise en charge sanitaire et psycho-sociale, mais aussi le retour et la réinsertion des enfants dans leurs familles d'origine.

Quels sont les activités et projets clés que votre bureau envisage d'entreprendre en 2021 pour aider à relever les multiples défis ?

En ce qui concerne le programme de renforcement des capacités des organes de traités, le Bureau régional poursuivra ses engagements visant à aider les Etats membres à se conformer à leurs obligations en matière de mise en œuvre des instruments des droits de l'homme et de présentation de rapports aux mécanismes des droits de l'homme, ainsi qu'à améliorer leurs capacités à coopérer avec ces mécanismes.

Cela contribuera à soutenir les progrès réalisés dans la mise en place des Mécanismes nationaux d'élaboration des rapports et de suivi dans tous les pays de la région. Les efforts du Bureau régional viseront en particulier à résorber les retards dans l'établissement des rapports au titre des Droits économiques, sociaux et culturels (DSEC), de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC). BRAO continuera également à soutenir les engagements des États dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU) pour le Togo, le Niger et la Sierra Leone, en préparant le terrain pour l'année suivante pour le Bénin et le Ghana.

Le Bureau régional a contribué de manière significative à la création et au renforcement des institutions nationales des droits de l'homme (INDH) afin d'améliorer les systèmes de protection nationaux et de renforcer le suivi et la protection contre les violations des droits de l'homme, en mettant particulièrement l'accent sur les droits des femmes. Le soutien du bureau aux membres du réseau des INDH continuera à améliorer leur efficacité et à les aider à aligner leurs statuts sur les Principes de Paris sur les INDH.

Le bureau a déjà mis en place un projet conjointement avec l'ONUDC, soutenu financièrement par le Royaume des Pays-Bas pour renforcer la capacité des États membres de la région à protéger les droits des migrants. Le projet PROMIS encourage une réponse basée sur les droits de l'homme

LUTTER contre les inégalités

RECONSTRUIRE EN MIEUX.

DÉFENDONS LES DROITS DE L'HOMME

PROMOUVOIR le développement durable

ENCOURAGER la participation et la solidarité

METTRE FIN aux discriminations

au trafic de migrants et s'attaque aux violations des droits de l'homme liées à la migration irrégulière en Afrique de l'Ouest. En 2021, PROMIS vise à consolider ses réalisations dans les pays cibles (Sénégal, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Gambie) et passera à la phase suivante (phase 3) qui débutera dans le courant de l'année pour une durée de 4 ans. WARO poursuivra le travail en cours dans les pays cibles qui s'étendra avec des activités supplémentaires au Burkina Faso, au Tchad et au Nigeria. L'accent sera mis sur le renforcement des capacités des autorités nationales, des Organisations de la Société Civile (OSC) et des autres parties prenantes pour avoir une approche de la migration sensible au genre. Une attention particulière sera accordée aux droits socio-économiques des migrants et aux implications de la crise de Covid-19 sur les droits des migrants.

En outre, concernant la question frontalière des personnes en déplacement, un nouveau projet sera mis en œuvre en étroite collaboration avec le siège, afin d'aborder le lien entre les droits de l'homme, la migration et le changement climatique dans la région du Sahel. Le projet CLIMIS promeut une approche des défis migratoires posés par le changement climatique fondée sur les droits et tenant compte de l'égalité des sexes. Le projet contribue à la mise en œuvre des SDG, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GCM), entre autres.

Le Bureau renforcera également son engagement auprès des jeunes, en particulier des jeunes défenseurs des droits de l'homme. Dans le cadre d'un projet sur les jeunes et les femmes défenseurs des droits de l'homme, le Bureau continuera son engagement pour que leur voix soit entendue dans les efforts visant à construire une société plus juste et plus respectueuse des droits de tous dans l'ère post-COVID.

Sur le même sujet

[La pandémie du COVID-19 ne peut être vaincue sans le respect effectif des droits de l'homme](#)



[Coronavirus : les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise](#)



Autres articles dans ce numéro :

- [La consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel à l'épreuve de la COVID-19](#)
- [Le Conseil de Sécurité des Nations Unies appelle à soutenir l'Afrique de l'Ouest et le Sahel](#)
- [La CEDEAO et UNOWAS réaffirment leur engagement à consolider la paix et la stabilité et à lutter contre la pandémie de la COVID-19](#)
- [Après la fermeture du BINUGBIS, UNOWAS, en collaboration avec le système des Nations Unies et d'autres partenaires, continuera d'appuyer la consolidation de la paix en Guinée-Bissau](#)
- [Entretien avec Rosine Sori-Coulibaly: « En Guinée-Bissau, si les gens se mettent ensemble, ils peuvent résolument avancer sur le chemin du développement »](#)
- [L'Union du Fleuve Mano \(UFM\) et UNOWAS réaffirment leur engagement](#)

Exposition virtuelle du Département des Affaires politiques et consolidation de la paix

“The Work of Peace”, met en évidence le rôle crucial de l'ONU dans la diplomatie préventive, les bons offices, la médiation et les élections au cours des 75 dernières années, et se projette sur ce que l'avenir peut réservé à ce travail. [Visitez](#)

**THE WORK
OF PEACE**

75 Years United Nations

DPA UN75

*Online Exhibit:
workofpeace.org*